

FOUYET (M. Emmanuel), Député du département du Finistère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

FRANCIS (M. Ahmed), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 2555).

Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; **DE L'UNION FRANÇAISE** : *Son contre-projet* [20 septembre 1946] (A., p. 3893 et suiv.).

FRANÇOIS (Mme Germaine), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 29 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Bernard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de la Marine nationale (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigny) (Nièvre), **n° 623**. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les Forges de la Chaussade et leurs dépendances à Guérigny (Nièvre) utilisé par la Marine nationale, **n° 848**.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Lozère [12 juin 1946] (A., p. 2512).

FRÉDÉRIC-DUPONT (M.), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2598). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de l'intérieur et de l'Algérie, de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

Dépôts :

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme, **n° 95**. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, **n° 96**. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, **n° 103**. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente aux consommateurs, **n° 164**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'accès à la profession de photographe, **n° 236**. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, **n° 290**. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux personnes célibataires ou divorcées les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1946 portant exonération, dans certains cas, des cotisations versées pour les allocations familiales, **n° 316**. — Le 20 août 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, **n° 469**. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, **n° 635**. — Le 3 septembre 1946, une proposition de